

La culture politique de Roumanie – passé, présent et avenir

Nicolae FRIGIOIU*

Résumé : L'étude se propose d'exposer succinctement la situation de la culture politique en Roumanie après 1989. La compréhension de la culture politique, comme résultat d'un passé riche de valeurs religieuses constitue l'unique modalité de saisir l'imaginaire du peuple roumain ; l'étude se propose aussi de faire mieux connaître les valeurs politiques et culturelles en vue de la consolidation d'un régime

démocratique ainsi que les formes et les causes des changements sociaux – politiques du pays.

Mots-clés : culture; culture politique; culture civique; culture mixte; culture paroissiale; comportement ; normes ; valeurs; sous-cultures; croyances ; communauté; groupe

Political culture in Romania - past, present and future

Abstract: The aim of the study is to tersely present the situation of the political culture in Romania after 1989. The comprehension of the political culture seen as a result of a valorous past full of religious content constitutes the single path that can

reveal the imaginary of the Romanian people; moreover, the study has as a purpose to improve the understanding of the political and cultural values

which are linked to the consolidation of a democratic system in a similar manner to the connection between the

* Maître de conférences, Ecole Nationale d'Etudes Politiques et Administratives, Bucarest, Faculté de Communication et Relations Publiques, nicolae.frigoiu@comunicare.ro

forms and the causes of any social and political change in the country.

civic culture; mixed culture; parsonage culture; behaviour; norms; values; subcultures; creeds; community; group.

Keywords: culture; political culture

La plupart des analystes autochtones et étrangers sont unanimes à considérer que les Roumains n'ont pas bénéficié de conditions favorables à l'édification d'une culture politique typiquement démocratique. Mais, les auteurs en question n'incluent pas, parmi ces conditions et prémisses les conditions historiques hostiles à la construction de l'Etat, des institutions politiques et, implicitement, de la culture politique de Roumanie. Même si la culture politique constitue une partie composante unitaire nécessaire à n'importe quelle communauté humaine, sa cohésion symbolique réside dans la diversité unitaire des différentes sous - cultures qui la composent : la culture politique populaire, la culture des élites, la culture officiellement institutionnalisée, la culture des diverses classes sociales. Ces sous - structures ont une dénomination commune : le système général d'images, les productions du folklore roumain (les ballades historiques, les plaintes populaires à caractère social, la poésie des travaux agricoles cycliques, les anecdotes) attestent, indubitablement, l'existence d'une culture nationale à deux niveaux : les germes d'une conscience nationale en train de se cristalliser, comme une réaction d'une groupe primaire se trouvant sous la pression du milieu ambiant et la coagulation des valeurs politiques dans deux structures, "la libération de l'intérieur", « la libération de l'extérieur », selon l'expression d'Alecu Russo.

La thèse, instamment affirmée, selon laquelle, en Roumanie il n'y a pas eu d'antécédents historiques favorables et, implicitement, les prémisses de la création d'une culture politique démocratique se fonde sur deux assertions idéologiques :

- le modèle de la démocratie civique occidentale comme l'unique modèle valable;
- les traditions démocratiques inexistantes dans l'histoire des Roumains.

On fait appel à cet égard (presque voluptueusement) à un véritable arsenal de propagande attestant soit la malveillance soit une grave méconnaissance de l'histoire nationale.

On utilise le plus souvent des arguments tels que l'inconséquence ou la superficialité, le sentiment de la résignation (Mioritza), le retard économique et la difficile transition du Moyen Âge à l' époque moderne, l'obéissance traditionnelle de la religion orthodoxe au pouvoir politique. Tout cela aurait contribué à créer, dans la société roumaine, une manière spécifique de considérer le phénomène politique : la faible participation politique et le rôle du leader politique paternel ont

constitué les indices dont on se sert le plus souvent pour définir la culture civique, démocratique. « Suivant les deux critères, dans la Roumanie d'entre – guerres, seule une catégorie très limitée pouvait bénéficier d'une participation politique, la culture politique englobait des valeurs relevant plutôt d'un régime autoritaire ou même tyrannique oriental que d'une démocratie libérale ; malgré l'existence d'une Constitution garantissant le vote universel et des élections périodiques à peu près libres – avec bien des dérèglements – il est difficile à parler d'antécédents démocratiques véritables en Roumanie, d'une vraie culture politique démocratique chez les Roumains¹ ».

L'histoire de la Roumanie après décembre 1989 ne fait qu'amplifier ces conclusions : bien des exemples prouvent l'existence des éléments antidémocratiques : méthodes politiques dures, l'appel au nationalisme, corruption, absentéisme électoral, montée en popularité par de fausses promesses, prise en possession des leviers de décision par une oligarchie technocrate d'essence crypto-communiste.

L'Eglise orthodoxe roumaine devient notamment le cheval de bataille des partisans de la culture politique démocrate. Elle devient aussi le bouc émissaire pour ce qui concerne la culture politique d'asservissement et pour l'inexistence de la société civile en Roumanie. Ceux qui s'affairent à voir dans l'orthodoxie le terrain privilégié ayant fait germer le totalitarisme communiste ne font que dissimuler la force régénératrice de la spiritualité orthodoxe, l'étroit rapport entre les valeurs morales et les valeurs sociales au niveau de la communauté, par la communion issue de la même croyance et de l'amour. L'Eglise orthodoxe n'est pas réellement impliquée dans la vie politique comme l'Eglise catholique. Elle s'est soumise volontiers au pouvoir politique, suivant la tradition byzantine. Conformément à cette tradition, la formule de Justinien : « un empereur, un Etat, une Eglise » représentait l'unique solution garantissant la cohésion et la résistance de l'Empire contre les invasions des peuples migrants ayant menacé leurs frontières. Evidemment, cet article ne se propose pas à estimer les conséquences, au plan des valeurs spirituelles, de la lutte pour l'hégémonie entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. De plus, le Vatican, en reconnaissant le Pape comme son chef suprême infaillible, est plusieurs fois devenu, au Moyen Âge, une véritable force transnationale ayant anticipé l'actuel phénomène de la globalisation. Les violentes réactions de quelques Eglises nationales (à voir celles de France à l'époque de Philippe le Beau) mettaient en question l'infaillibilité des décisions papales ; en même temps, elles mettaient à nu les contradictions d'intérêts des pouvoirs temporels nationaux et du pouvoir spirituel transnational, intérêts qui n'avaient rien à faire avec la sainteté des valeurs religieuses. L'idéal nourri par l'Eglise catholique de fonder la *Respublica*

¹ Mungiu-Pipidi, Alina, 1995, *Les Roumains après '89 – l'Histoire d'une mésentente*, Bucharest, Humanitas.

Christiana, selon le modèle de l'Empire romain occidental, accéléra le processus de constitution des Etats nationaux en Occident, des monarchies fortement centralisées, justement comme une réaction des princes envers les immixtions du Vatican dans les affaires intérieures des royaumes. Loin de nous la pensée de méconnaître les mérites incontestables de l'Eglise catholique quant à l'évolution de la culture et de la civilisation occidentales. Mais nous voulons établir le rapport entre les deux Eglises chrétiennes dans ses termes réels : idéaliser l'une ce n'est pas dénigrer totalement l'autre.

La tentative du patriarche Georgios Gemisthos Plethos de sauvegarder quelque chose de l'Empire Byzantin, en reconnaissant les conditions imposées par Rome en vue de l'union, l'aide militaire en échange, a été vouée à l'échec (1439). Le désastre de Vienne (1444), qui a fait plus de 30 000 morts a démontré à l'Occident que la balance du rapport de forces inclinait pour longtemps en faveur de l'Empire Ottoman. La transformation d'un grand nombre de régions de l'Europe du nord – est en pachaliks et rayas ainsi que l'Edit rendu par le Sultan Mehmet II après la chute de Constantinople (1453) ont permis d'exercer le culte chrétien et établi les nouvelles règlements et conditions pour l'Eglise orthodoxe. La Patriarchie de Constantinople fut réduite à un Centre de coordination administrative et dogmatique des églises nationales ; elle ne pouvait s'ériger ouvertement en centre de coordination de la résistance antiottomane ou d'élaboration d'une stratégie de libération. Elle était aussi dépourvue du potentiel économique nécessaire et de la légitimité politique pour lutter contre le pouvoir ottoman. Les seuls moyens dont elle pouvait disposer étaient les circuits culturels entre le centre spirituel du Mont Athos et le foyer de culture que représentaient les églises et les monastères. Par son recul devant l'Histoire, dans « la carapace de la tradition », l'Eglise Orthodoxe a pu se consacrer à l'édification nationale, à la conservation et à la résurrection du sentiment national. Si, dans la majorité des pays catholiques, les hiérarques ont influé les décisions majeures en matière de politique intérieure ou étrangère, s'érigeant en représentants de certains intérêts géopolitiques peu pieux, l'Eglise orthodoxe est restée officiellement toujours à l'écart de la sphère politique. En fait, les hiérarques de cette église ont réalisé une nouvelle synthèse de la formule de Justinien et la théorie de la mission de Saint Paul, synthèse qu'on retrouve dans la sentence de Jésus Christ « Donnez au César ce que l'on doit au César et à Dieu ce que l'on doit à Dieu ». Cette soumission de l'Eglise Orthodoxe à la politique d'Etat se fondait sur une plus profonde communion du prince et du clergé, plus exactement sur l'identité d'essence de l'idéal politique. Elle se fondait sur les valeurs de l'édification nationale, les deux pouvoirs n'étant en fait qu'un seul. L'émouvante intuition de Nicolae Iorga, selon laquelle, dans les pays de l'Europe du sud – est, seule la nation ait créé l'Etat par rapport à l'Occident où l'Etat seul créait la nation, est prouvée par l'évolution de l'Eglise en tant qu'Ecclésia (communauté) à partir des premiers siècles chrétiens jusqu'au Moyen Âge. En l'absence des structures et des institutions d'Etat, l'Eglise a préservé dans ses structures administratives, les

embryons de la vie d'Etat, tels « les républiques paysannes » ou les communautés rurales. Citons deux exemples éloquents à cet égard.

- La Cour Princière et l'Eglise métropolitaine de l'Hungro-Vlachia luttent ensemble contre le prosélytisme luthérien – calviniste et publient les premiers livres théologiques en roumain (1559 - 1561) par les soins du diacre Coresi (L'Eglise Saint Nicolas de Scheii Brasovului) ;
- L'illuminisme roumain qui s'est épanoui dans les Principautés s'est centré auprès de l'évêque Chesarie de Râmnic.

Le thème, l'unité de la Dacie, se constituait comme une réaction vis-à-vis de l'influence de la culture et de la langue helléniques, exercée par l'Eglise Métropolitaine de Bucarest. Des critiques sévères ont été formulées à l'adresse de l'Eglise orthodoxe surtout en ce qui concerne sa soumission au totalitarisme communiste. En effet, les régimes communistes ont transformé l'athéisme, comme partie intégrante de la conception matérialiste du monde et de la vie, en arme terrible contre l'Eglise. La réaction de l'Eglise russe vis-à-vis de la politique d'enrôlement par la famine, politique instituée par Lénine (1919-1920, années où l'Eglise a vendu quelques objets de piété pour ravitailler la population), a été sévèrement sanctionnée par les Bolcheviks ; ils ont mis sur pied un plan strictement secret pour démolir les établissements religieux, sous prétexte d'éliminer les mentalités rétrogrades et l'obscurantisme religieux. Par cette sévère punition, Lénine infligeait aux hiérarques russes, on visait à étouffer à jamais toute tentative d'affronter le nouveau pouvoir. Le Vatican a dû assister à l'installation du régime communiste en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie, étant incapable à s'y opposer, et par crainte des 300 divisions installées par Staline en Europe ; il avait déjà conclu des traités avec les régimes fasciste et nazi pour qu'on lui reconnaisse les droits et les libertés catholiques.

La dimension religieuse de la culture politique en Roumanie est une vérité évidente si l'on suit l'impact des valeurs religieuses au plan de la société civile, sur les normes morales de coexistence, sur la solidarité et l'entraide humaines. A ce propos, l'Eglise disposait d'une large sphère d'activité, sphère qui resta en dehors du politique et l'aide matérielle (élément central du prosélytisme) n'étant pas décisive. Le prêtre, par sa dévotion et sa force morale, pouvait devenir un modèle pour la vie communautaire ; on retrouve son portrait dans le roman "Christ crucifié pour la seconde fois" de N. Kazantzakis. Après 1989, étant donné les conditions socio-politiques plus favorables, cette vocation du prêtre citoyen, fortement engagé dans la vie de sa paroisse, devient de plus en plus substantielle en rapport avec la recrudescence du sentiment religieux. Il convient de mentionner à ce propos, l'enthousiasme et la candeur des jeunes générations de prêtres au service de leur communauté. Les derniers sondages d'opinion relèvent la place d'honneur de l'Eglise pour ce qui concerne la confiance de la population dans les institutions de l'Etat en même temps que la nécessité d'instaurer un nouveau climat religieux.

Suite à la perte des emplois, aux difficultés soulevées par la transition, à l'insécurité du lendemain, l'individu se voit abandonné au désespoir et, alors, seule la croyance demeure l'un des sentiments les plus profondes de son identité qui lui donne une certitude et une raison à son existence. C'est ainsi que par consensus, par l'accord fondamental sur les valeurs religieuses que l'Eglise peut devenir une force majeure quant au développement de la démocratie de la société roumaine et à la création d'une économie de transition.

L'existence d'une population rurale majoritaire (près de 80%) a constitué un élément spécifique de la Roumanie et, implicitement, une prémisse objective d'une culture typiquement traditionnelle. Le clivage de la culture politique des élites et de la culture politique des masses a créé une tension entre la tradition et la modernisation suivant le modèle du développement occidental. L'absence d'une vie urbaine importante, comme celle de l'Europe occidentale, ainsi que d'une économie dont l'agriculture soit la branche maîtresse, ce sont deux repères majeurs d'une culture politique typique en Roumanie. De plus, les cultures politiques traditionnelles éclosent dans un contexte social homogène sans convulsions sociales majeures et un ordre social contesté. L'autorité politique découle de la hiérarchie des rôles et des statuts, étant reconnue et partagée par la communauté. Le prêtre, l'instituteur, le maire représentent les autorités politiques et symboliques au sein de ces communautés, ainsi qu'il ressort de la poésie d'Octavian Goga ou des romans de Liviu Rebreanu. De par la force de la tradition, on assure l'observation du système de normes et des valeurs, un comportement devenu rituel et une actualisation de ce système, en réitérant les actes de la vie et en recréant symboliquement l'ordre social.

Le rôle de l'innovation est assez réduit, ces valeurs étant déjà acceptées par toute la communauté ; l'individu est l'un de leurs représentants et non pas un agent du changement. La culture politique traditionnelle est une culture paroissiale : chaque individu connaît son rôle et son statut, ainsi que le statut des autres au sein de la communauté. Chacun fait appel aux institutions seulement dans le cas où les actes fondamentaux de sa vie l'exigent. La modernisation politique exige des changements qualitatifs irréversibles dans les institutions, les structures, les rapports, les valeurs et la logique du fonctionnement d'un système politique. L'ascension à l'horizontale et la stratification à la verticale, à la suite d'une mobilité socio-professionnelle et géographique du potentiel de travail sans précédent dans l'histoire, ont fait irruption dans le milieu tranquille des communautés et ont entraîné des modifications structurales dans la culture politique. De même, la modernisation politique a contribué à éroder progressivement le sens éthique des normes et des traditionnelles.

Outre la dissolution de la famille, les loyautés envers les parentés ou les parentés par alliance ont été remplacées par les loyautés institutionnelles et contractuelles (envers une association, institution ou groupe d'intérêts, vu l'obligation de donner et

d'agir). La solidarité organique est devenue solidarité mécanique, dont les traits caractéristiques sont l'individualisme et le caractère laïque des valeurs, la dépersonnalisation des relations individuelles, la division des sources du règlement et de surveillance ainsi que le caractère anonyme de la société où le succès personnel prévaut l'intérêt général.

La tentative des élites politiques roumaines pendant le XIX^e-ème siècle visant à moderniser le pays aux plans économique et politique suivant le modèle occidental (surtout le modèle français) s'est heurtée à la résistance des aristocraties foncières (les grands boyards) et de la population majoritaire, moins intéressée et informée au siècle dernier sur la nécessité et l'importance des innovations sociales.

« Le peuple continu et de pratiquer l'ancienne loi », affirmait M. Sadoveanu dans l'avant propos de son roman « Etienne le Grand » (1933). Le grand écrivain visait le climat symbolique de la vie d'une communauté marquant les moments fondamentaux et ses besoins essentiels.

Cette tension qui naquit entre le traditionnel et le moderne n'a cessé de se manifester aussi dans l'histoire moderne et contemporaine de la Roumanie durant plus d'un siècle (1821 -1944). Elle a eu également des conséquences bénéfiques et moins bénéfiques sur la modernisation économique et politique du pays.

A partir du programme de la « Dacie littéraire » (1840) jusqu'aux courants sociaux-politiques et littéraires d'entre – guerres dans les publications de l'époque (țărănism, junimism, semănătorism, poporanism, sincronism), l'histoire politique et culturelle de la Roumanie met en relief le potentiel créateur, les directions de son évolution, l'adaptation du modèle de développement à notre propre existence, en égard aux affinités électives avec le modèle culturel de notre profonde spiritualité.

Le messianisme social, une autre partie composante de la culture politique nationale, représente la dimension historique de la conscience nationale (l'amour de la patrie, la haine envers les envahisseurs) tout comme l'espoir (l'attente) dans la restauration des valeurs reconnues par une communauté. La foi en l'heure libératrice n'a cessé de modeler les lignes de force de l'action politique. Assoiffé de l'air tonifiant de la liberté, le peuple roumain remonte à son passé, semblable à un pèlerinage à un temple saint pour renforcer sa foi. Ce n'est pas accidentellement que le retour au passé conduit au mythe historique où l'imaginaire social réunit en bloc le passé, le présent et l'avenir, fonction de l'image archétypale de l'Héros libérateur. Les chroniqueurs, puis l'Ecole transylvaine (Școala Ardeleană), le romantisme de 1848 viennent enrichir de nouvelles dimensions mythiques l'image de personnalités historiques réputées (Trajan, Etienne le Grand, Michel le Brave), en égard aux impératifs politiques du moment.

Bibliographie

- ABÉLÉS M., 1996, « La Communauté Européenne: une perspective anthropologique », *Social Anthropology*, n° 4 (1), p. 33-45.
- COT J.P., MOURNIER J.P., 1974, *Pour une sociologie politique*, vol. 2, Paris, Du Seuil, p.16.
- DUVERGER M., 1973, *Sociologie de la politique*, Paris, PUF.
- MUNGIU-PIPIDI A., 1995, *Les Roumains après '89 – l'Histoire d'une mésentente*, Bucarest, Humanitas.
- PYE L., 1968, « Political Culture », *International Encyclopedia of the Social Sciences*, vol. 3, New York, Toronto, London.
- VERBA S., 1969, « Comparative Political Culture », *Political Culture and Political Development*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, p. 512; 514-515.
- WOLTON D., 1998, « La communication et l'Europe. Du multiculturalisme à la cohabitation culturelle », in *Quelle identité pour l'Europe?* Paris, Presses de la Fondation Nationales des Sciences Politiques, p. 65.